



Lettre n° 202 du 1^{er} aout 2021

Au sommaire :

- **C'est eux les « irresponsables » et les « égoïstes », construisons la mobilisation collective du monde du travail** - Laurent Delage
- **Retour sur la discussion sur le « salaire à vie », une « garantie économique générale » ou l'abolition du salariat ?** - Isabelle Ufferte

C'est eux les « irresponsables » et les « égoïstes », construisons la mobilisation collective du monde du travail

Samedi 31 juillet, les manifestations contre le pass sanitaire étaient encore plus nombreuses que la semaine dernière, toujours aussi confuses aussi. Le vote de la loi au pas de charge dans la nuit du 25 juillet n'a entamé ni la détermination, ni la colère, mais l'incapacité de la gauche syndicale et politique à ouvrir une perspective au mécontentement laisse la place à tous les préjugés, en particulier antivaccins dont l'extrême droite fait son fonds de commerce.

A Paris, Philippot appelait, comme la semaine dernière, à un cortège séparé qui a rassemblé 2 000 personnes. Ancien n° 2 du FN, le voilà prêt à toutes les démagogies contre « l'idéologie covidiste », tout en multipliant les discours souverainistes ou xénophobes, comme Asselineau, Dupont-Aignan ou Le Pen en pleine rivalité dans la perspective des présidentielles.

L'explosion de colère qui s'exprime depuis 3 semaines pose la question politique de fond du moment. Défendre les intérêts des travailleurs et de la population, en particulier sur le terrain sanitaire mais aussi social et politique, nécessite une rupture radicale avec le jeu institutionnel de la gauche qui ne craigne pas l'affrontement avec le pouvoir et la remise en cause du capitalisme. C'est aussi la seule façon de ne pas laisser le terrain aux démagogues réactionnaires de tout poil.

Le nombre de manifestants est une réponse aux propos de Macron de dimanche dernier, dénonçant leur « égoïsme » et leur « irresponsabilité » en étalant sa leçon de morale : « la liberté où je ne dois rien à personne n'existe pas » ! Déclaration faite en direct de Polynésie, où Macron n'a pas eu la même verve pour s'en prendre à la « liberté » de l'armée coloniale française d'y faire ses essais nucléaires

pendant 30 ans, une « irresponsabilité » totale envers la population et l'environnement !

Alors que l'épidémie reprend, le gouvernement est incapable de mettre en place une politique sanitaire, démocratique et efficace. D'après le bulletin hebdomadaire de Santé publique France, on assiste à une augmentation des cas de 100 % dans toutes les classes d'âge, à 90 % du variant Delta. Les hôpitaux sont débordés, d'autant que le gouvernement a poursuivi les plans de suppressions de lits durant la crise sanitaire.

La seule réponse du pouvoir consiste à accuser, à stigmatiser, à rendre responsables ceux qui ne sont pas vaccinés. Par contre, aucune obligation pour imposer l'embauche de soignants, améliorer leurs conditions de travail et leurs salaires ; aucune contrainte pour lever les brevets des trusts pharmaceutiques, seul moyen pour déployer une politique vaccinale mondiale.

La santé est une marchandise dans ce monde capitaliste. L'Oxfam vient de révéler que Pfizer, BioNTech et Moderna auraient facturé aux gouvernements « jusqu'à 41 milliards de dollars de plus que le coût de production estimé des vaccins anti-Covid ». D'après l'ONG, le coût de production d'une dose s'établirait à moins de 3 dollars, pour être vendue en moyenne aux Etats à 16,25 dollars.

Ces surprofits scandaleux sont bien à l'image de « l'égoïsme » des classes dominantes et de ces politiciens qui les servent. Pas étonnant que le CAC40 jubile à nouveau en refranchissant son record du 29 juin, porté par un secteur pour le moins emblématique : le luxe, qui compte pour plus de 16 % de l'indice !

L'urgence pour le gouvernement, c'est tout faire pour relancer les profits en développant ses mesures policières,

en surveillant, en fliquant toute la société. Qu'importe si tous les rapports confirment que l'on se vaccine bien plus dans les beaux quartiers que dans les déserts médicaux des quartiers populaires ou des zones rurales abandonnées. Les plus précaires n'auront qu'à se débrouiller !

Fait significatif, non seulement le gouvernement a bien pris garde de ne pas imposer aux policiers l'obligation vaccinale, mais Castex a annoncé lundi une rallonge de plus de 900 millions d'euros du budget du ministère de l'Intérieur en 2022, ainsi que la création de 885 postes de policiers supplémentaires.

Le 19 juillet dernier, Darmanin et Dupond-Moretti présentaient le futur projet de loi « *responsabilité pénale et sécurité intérieure* », qui prévoit des peines aggravées en cas de « *refus d'obtempérer* », la vidéosurveillance en garde à vue, la légalisation des images tournées depuis des drones et même la prise forcée d'empreintes et de photos !

C'est dans le cadre même de ces lois d'exception permanentes que le gouvernement vient de faire passer sa loi d'extension du pass sanitaire.

Surveillance généralisée

En quelques jours, les tractations entre le Sénat et l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire entre LREM et la droite, ont abouti au vote de la loi qui devrait entrer en vigueur le 7 août.

Elle prévoit l'extension du pass sanitaire aux cafés, aux restaurants, aux transports sur de longs trajets, avec élargissement aux 12-17 ans à partir du 30 septembre. L'absence de contrôle sera sanctionnée par des amendes de 1 500 € à 9 000 € en cas de récidive. Autant dire une véritable généralisation des contrôles dans toute une partie de la vie sociale.

Le pass sanitaire sera même exigé dans les établissements médicaux sauf les urgences ! Un comble dénoncé par l'Union Syndicale de la Psychiatrie : « *Pour la première fois, les médecins se voient interdits par la loi de soigner une partie de la population* », souligne-t-elle en précisant que beaucoup n'ont pas accès à la vaccination, à commencer par bien des patients psychiatriques.

Par contre, le lobby des patrons de centres commerciaux a su se faire entendre, puisqu'ils seront finalement exemptés de l'obligation de contrôle du pass, sauf décision contraire du préfet.

Les écoles seront aussi dispensées. Mais, alors que beaucoup de parents doutent sur la vaccination de leurs enfants, Blanquer ne connaît qu'une pédagogie, celle de la menace : « *dans le secondaire, s'il y a un cas de contamination, les élèves non vaccinés seront évincés, mais pas les vaccinés* ». Le choix des mots est symptomatique, les « *évincés* » devront s'isoler chez eux et suivre les cours à distance.

La loi impose aussi 7 jours d'isolement pour les personnes testées positives au Covid. En cas d'absence constatée, c'est la police qui interviendra. De telles absurdités

ne peuvent conduire qu'à contourner les procédures de dépistage, à ne pas déclarer des gens contact, au risque d'aggraver la contagion.

Une offensive contre les travailleurs

Mais cette loi est aussi lourde de menaces dans les entreprises. Dès le 30 août, tous les salariés des lieux soumis au pass sanitaire devront présenter eux-aussi un pass à leur employeur sous peine de suspension immédiate de leur contrat de travail, sans salaire. Quant aux contrats en CDD ou en intérim, ils seront purement et simplement mis dehors !

De même, la vaccination devient obligatoire pour les salariés de la santé, les pompiers, les assistantes à domicile auprès des personnes âgées, ... à compter du 15 septembre, voire au 15 octobre en cas de vaccination d'une première dose. Là encore, après ces dates, les salariés non vaccinés seront suspendus et sans salaire !

Avec cette loi, un cran de plus est franchi contre les travailleurs, sur les licenciements, le secret médical, dans le privé comme dans le public. Les débats entre Borne réclamant le licenciement et le Sénat se vantant d'avoir imposé un recul avec la suspension du contrat de travail, sont d'une totale hypocrisie. La suspension revient à une mise à pied de durée indéterminée qui risque fort d'obliger le salarié à démissionner, sans compter que rien n'empêchera le patron de le licencier sous le motif qu'il voudra. Ces derniers ne manquent pas aujourd'hui !

Borne a résumé les choses : « *je crois qu'il faut être clair. Ça ne veut pas dire qu'il ne peut pas y avoir de licenciement. Cela veut dire qu'il sera moins encadré, peut-être qu'il pourra intervenir plus tôt* ». Un cynisme qui vient rappeler comment gouvernements de droite et de gauche ont « *assoupli* » les licenciements ces dernières années.

Construire la mobilisation du monde du travail

Après une tribune commune avec le Medef sur la vaccination, la CFDT poursuit son soutien à la politique de Macron. Maryse Léon, n° 2 de la confédération, a ainsi déclaré que les mesures « *sont moins sévères, en termes de sanction, que celles qui avaient été initialement envisagées. C'est une évolution notable, synonyme d'amélioration* », tout en déplorant la situation des CDD et des intérimaires... que la CFDT n'est pas près de défendre avec une telle servilité !

La CGT a dénoncé quant à elle la politique de Macron dans un communiqué « *Oui à la vaccination ! Non au flicage et à la régression sociale !* ». Si la position est claire sur les dérives de la loi pour les salariés, la levée des brevets ou les vaccins gratuits, par contre aucune initiative n'est annoncée et surtout pas un mot sur les mobilisations actuelles. Au mieux, il faudra attendre le 5 octobre...

La question se pose pourtant dans les entreprises où bien des travailleurs sont en colère ou inquiets devant les mesures annoncées. Solidaires, mais aussi des syndicats CGT, appellent à rejoindre les manifestations en défendant la nécessité de la vaccination et en réclamant des moyens

pour l'hôpital, qui a subi de brutales cures d'austérité depuis des années. Comme le conclut Sud Santé sociaux dans son appel : « *Les mobilisations actuelles en faveur de la liberté de choix vaccinal et contre le pass sanitaire sont en lien avec les attaques menées précédemment (loi sécurité globale, criminalisation des militants etc.) et nous ne laisserons pas les ennemis de la liberté que sont les mouvements d'extrême-droite et/ou complotistes les détourner !* ».

Ils ont raison, il y a besoin d'une réponse de classe face à la situation, ne pas laisser le terrain à la démagogie de l'extrême-droite. Mais cela signifie défendre une politique offensive, pour l'intervention collective des travailleurs face à la dégradation de la situation. Une politique totalement incompatible avec le cadre du « *dialogue social* » avec l'Etat, le patronat, qui sont à l'offensive.

Militer pour le contrôle démocratique des travailleurs

La politique de police sanitaire du gouvernement généralise les contrôles dans notre vie sociale, installe ce « *capitalisme de surveillance* » de plus en plus intrusif, qui utilise les nouvelles technologies pour vendre des renseignements de plus en plus nombreux sur les comportements individuels.

Cette évolution ne concerne pas que les Gafa. La pandémie est devenue un marché juteux pour ces sociétés hi-tech de vidéosurveillance, de sécurité, qui se sont formées à l'ombre des armées et des services de renseignement à l'image de la société israélienne NSO, qui défraie la chronique avec l'affaire Pegasus, et qui a aussi développé un logiciel pour calculer la « *contagiosité* » au Covid des individus en fonction de l'endroit où ils se trouvent. Même chose pour la société américaine Palantir, spéciali-

sée dans la lutte contre le terrorisme et la cybersécurité, qui s'est diversifiée avec la crise sanitaire en s'ouvrant les portes du marché de la santé.

Cette situation ne fait que souligner la contradiction entre d'un côté ces nouvelles technologies qui permettraient de coordonner à l'échelle internationale une lutte efficace contre la pandémie et de l'autre, leur utilisation pour contrôler les populations et faire de la collecte d'informations sur les comportements pour le marché capitaliste.

Dénoncer ces dérives au nom de la « *liberté individuelle* », c'est rester sur le même terrain que celui des classes dominantes qui réclament de faire ce qu'elles veulent pour leurs profits, sans contrainte, sans droit de regard de qui que ce soit.

Au contraire, l'urgence est au contrôle démocratique par l'immense majorité, celle des travailleurs, de ceux qui font tourner la société tous les jours.

Dans les hôpitaux ou les cliniques, les personnels de santé sont les mieux placés pour estimer les besoins des services les plus urgents, les embauches nécessaires comme les moyens techniques indispensables pour faire face à la vague en cours. Les salariés des labos pharmaceutiques sont eux aussi les mieux placés pour imposer la coopération dans la recherche comme dans la production, sur la base de la fin des brevets qui assurent les surprofits aux actionnaires. Dans les écoles, les enseignants avec les parents d'élève sont les mieux à même de décider des besoins de dédoublement de classe pour ralentir la circulation du virus et donc de locaux et de postes supplémentaires.

Ce débat est au cœur des mobilisations, sur nos lieux de travail, d'habitation, dans nos organisations, parmi la jeunesse.

Laurent Delage

Retour sur la discussion sur le « salaire à vie », une « garantie économique générale » ou l'abolition du salariat ?

Jamais sans doute la nécessité de changer de mode de production, de la planifier en fonction des besoins de la collectivité en définissant démocratiquement ses priorités et la répartition des richesses produites n'est apparue aussi nécessaire et urgente à une fraction de la population.

La pandémie, à la fois un révélateur et un accélérateur de la faillite capitaliste, fait prendre conscience de l'urgence sanitaire, écologique, économique, démocratique, alors que les classes dominantes amplifient l'offensive pour maintenir leurs profits, remettent en cause les retraites, les droits des chômeurs et accélèrent la précarisation et la paupérisation du monde du travail, sa mise en concurrence dans le monde entier tandis qu'un lourd chômage de masse est annoncé.

C'est dans ce contexte que se discute avec une acuité nouvelle la nécessité d'un revenu garanti pour toutes et tous

quelle que soit sa situation, avec ou sans emploi, pour simplement vivre, payer son loyer, élever ses enfants.

La mise en chômage partiel de millions de salariés pendant plusieurs mois, les « aides » versées à de nombreux commerçants, artisans, indépendants et, surtout, les centaines de milliards d'argent public dont les Etats arrosent les grandes entreprises, creusant le gouffre de la dette publique pour être immédiatement redirigés vers la Bourse qui bat des records, cette profusion « d'argent magique » renforce le sentiment du droit de chacun à un revenu.

Une partie de la gauche institutionnelle prétend y répondre en défendant l'instauration d'un « *revenu universel* », porté entre autres par Hamon depuis 2017 et que Mélenchon proposait de discuter dans la perspective d'une candidature commune en 2022. Cette mesure, également portée par une partie de la bourgeoisie « antilibérale », par des présidents de départements, part du postulat qu'un

chômage de masse est inéluctable, inscrit dans les évolutions technologiques et la numérisation de l'économie et qu'il faut donc instaurer un minimum d'« aides » pour freiner les explosions sociales et soutenir la consommation pour éviter que la machine s'enraye. Le « revenu universel » s'inscrit dans le prolongement du RMI et du RSA, vise à globaliser l'ensemble des allocations, s'intégrant de fait dans les politiques anti-ouvrières et de contrôle des pauvres menées depuis des décennies.

En opposition à cette mesure, d'autres portent des propositions qu'ils inscrivent dans un changement de société. C'est le cas de réseaux militants, telle l'association d'éducation populaire *Réseau salariat* initiée par Bernard Friot qui défend le « *salaire à vie* » ou encore de Frédéric Lordon, pour qui « *l'anticapitalisme n'est plus une option* » et qui défend une « *garantie générale universelle* » et la nécessité d'un « *communisme désirable* » (cf son dernier essai, *Figures du communisme*, 2021, Ed La Fabrique). Tous deux laissent la porte ouverte à un changement au sein des institutions, de l'Etat, et restent prisonniers du cadre national, mais les questions qu'ils posent participent du débat qui s'impose à tous ceux qui veulent agir face à la catastrophe annoncée et changer le monde. Quel programme, quels objectifs pour nos luttes pour en finir avec la dictature de la finance, quelle société construire, à travers quelle transition du capitalisme à un nouvel ordre économique, dans le cadre institutionnel ou par la voie révolutionnaire ?

Le capitalisme, le parasitisme de la finance, la recherche du profit maximum transforment les progrès prodigieux des sciences et des techniques en leur contraire, épuisant les ressources naturelles, faisant que la totalité de ce que la planète est en mesure de régénérer en une année a été consommé au 28 juillet, avec des disparités gigantesques entre pays riches et pauvres !

Des réponses qui ne prennent pas en compte l'évolution de la lutte des classes

Lordon comme Friot avancent des propositions, échafaudent des « constructions » visant à assurer à chacun de « *ne plus dépendre de l'emploi, de l'employeur, et du marché pour vivre* ».

Dans son livre, Lordon explique : « *À la place de l'incertitude instituée, il faut mettre la garantie économique générale. [C'est] un autre nom possible pour le « salaire à vie » de Bernard Friot [qui] vise à libérer de la servitude capitaliste par l'emploi [...]. Ne plus dépendre de l'emploi, de l'employeur, et du marché pour vivre : voilà le cœur de la garantie économique générale opérée dans les dispositifs du « salaire à vie » de Friot* ». La garantie d'un revenu décent est bien évidemment une exigence légitime mais elle ne peut être dissociée de la question de la place de chacun dans la société et la production et surtout elle n'est pas compatible avec le rapport d'exploitation que constitue le salariat.

Friot propose d'octroyer à l'ensemble des citoyens un salaire mensuel, compris dans une échelle de 1 à 4, de leur

majorité jusqu'à leur mort, déconnecté du travail. Il prône un élargissement de « *la cotisation sociale* », attribuant à la Sécurité sociale et à toute « *institution de socialisation du salaire* » un « *caractère anticapitaliste* ». Membre du PCF qui « *pratique à la fois christianisme et communisme* » comme il l'expliquait à Ballast en 2019, il idéalise le CNR (conseil national de la résistance), la mise en place de la Sécu et le rôle des ministres communistes auprès de De Gaulle au sortir de la seconde guerre mondiale. Comme si la politique du CNR n'avait pas correspondu aux intérêts de la bourgeoisie déconsidérée de par sa collaboration avec le nazisme, contrainte par le rapport de force à un compromis en particulier avec le PCF, compromis dont De Gaulle fut l'artisan. Il lui fallait acheter la paix sociale pour remettre sur pied son appareil d'Etat et la machine de production dans un pays désorganisé par la guerre et l'occupation, alors que grondait la révolte dans ses colonies où les luttes de libération nationale démarraient.

A différentes périodes de son histoire et en fonction des réalités nationales, la bourgeoisie a choisi d'extraire un certain nombre de services et de secteurs économiques du « marché » pour mieux les mettre au service de sa machine à produire les profits : hôpitaux pour maintenir un niveau de santé général indispensable au développement industriel (par ailleurs débouché très lucratif pour l'industrie du médicament et des appareillages médicaux...) ; éducation pour former les techniciens, ingénieurs, cadres, intellectuels mais aussi ouvriers dont elle avait besoin ; administrations diverses pour gérer ses affaires dites publiques au service d'intérêts très privés... Et aussi transport, énergie, banques, industries essentielles un temps rendus publics, « nationalisés » par la bourgeoisie soit pour leur rôle indispensable au fonctionnement de l'économie, soit, comme en 1981, rachetés à prix d'or pour mieux les renflouer et les moderniser sur fonds publics, au prix de vagues massives de licenciements, avant de les reprivatiser 5 ou 10 ans plus tard pour une bouchée de pain...

Friot, nostalgique comme d'autres du CNR, mythifie cette période, traitant le tournant de la mondialisation libérale comme un choix idéologique de la bourgeoisie et non le produit de l'évolution même des rapports de force entre les classes, des rapports de production, de la division internationale du travail et de la mise en concurrence des travailleurs au sein d'un immense marché globalisé, imposant une exploitation sans cesse aggravée au prolétariat international dans le cadre d'un capitalisme financiarisé et mondialisé. Les conditions d'exploitation ont été « homogénéisées », les travailleurs des pays riches ont vu tour à tour disparaître une grande part de leurs acquis. Retraites, temps de travail, droits, conventions collectives, services publics... n'en finissent plus d'être laminés tandis qu'au nom de « l'aide à l'emploi » se sont multipliées les exonérations de cotisations patronales provoquant les déficits dits « abyssaux » des caisses sociales... et la baisse continue des prestations.

Le capitalisme financier mondialisé n'a d'autre possibilité pour éviter la déroute financière qu'une fuite en avant

qui tend à aggraver l'exploitation des travailleurs et des peuples qui rend illusoire toute possibilité de nouvelles conquêtes sociales sans remise en cause radicale de la logique du profit. Nombre de militants, de travailleurs, de jeunes, d'intellectuels en prennent conscience tout en s'interrogeant sur les voies vers une autre société-qu'on ne peut penser qu'à l'échelle internationale, sur les possibilités et les moyens de la transition du capitalisme vers un autre monde.

La nécessaire transition du capitalisme au socialisme, au communisme

On ne peut que souscrire quand Lordon affirme que « *repeindre le capitalisme en noir ne suffit plus* », qu'« *il n'y a plus de transition que par le dehors, vers autre chose que le capitalisme* ». C'est bien la question de cette transition qui est posée aujourd'hui à celles et ceux qui veulent changer le monde. Comment « *sortir du capitalisme* », penser la perspective d'un autre mode de production à partir du développement actuel des forces productives, de la place qu'occupent les travailleurs dans la société et de la réalité de la lutte des classes ?

Lordon veut « *défaire l'imaginaire négatif dont l'idée de sortir du capitalisme, pour ne rien dire du mot communisme lui-même, a été surchargée* » et discute dans son livre de ce que peut être, de son point de vue, cette transition vers la société communiste. Il s'appuie pour cela sur les travaux de Friot et fait de la mise en place d'un « *système de cotisation généralisé* » un élément central. Ce système, qui *se déclinerait au niveau local, régional et national*, collecterait la valeur ajoutée créée dans les entreprises publiques, coopératives et celles encore dans le domaine privé, pour la redistribuer à travers trois caisses : une assurant à chacun, qu'il travaille ou non, un « *salaire à vie* » renommé « *garantie économique générale* » ; une chargée du fonctionnement de services publics gratuits ; une enfin permettant d'apporter aux entreprises les avances budgétaires nécessaires à leur fonctionnement : « *le financement sous logique de rentabilité capitaliste est aboli et remplacé par le subventionnement sous principe de délibération politique* ».

Si ce « *projet* » a le grand mérite d'essayer de penser concrètement la transition du capitalisme vers un autre mode de production, on a du mal à suivre la mise en place de cette sorte de construction « *idéale* » faite par en haut, déconnectée de la réalité de la lutte des classes. Et cela d'autant que Lordon situe son raisonnement dans un contexte purement national. La porte reste ainsi ouverte à l'utopie d'un pouvoir qui, à condition d'être soutenu par des mobilisations sociales puissantes et résolues, serait capable de vaincre les obstacles institutionnels, financiers et répressifs pour mettre en œuvre un plan conçu à l'avance. Ce que Lordon formulait d'une certaine façon dans une interview en 2019 à propos de l'hypothèse passée de l'élection de Mélenchon à qui il avait apporté un soutien critique : « *un gouvernement Mélenchon serait K.O. debout avant même de poser sa première fesse dans le fauteuil présidentiel ! [...] Alors, que faire là contre, en*

effet ? Il n'y a pas 36 manières de s'en tirer... un gouvernement sans une insurrection à caractère quasi révolutionnaire derrière n'a aucune chance ».

« Producteurs sauvons-nous nous-mêmes » !

L'apport des travaux de Lordon est utile pour le travail de réflexion, d'élaboration auquel les militants du monde du travail, les anticapitalistes et révolutionnaires ne peuvent se soustraire, au sens où il remet au centre de la discussion la question de la transition, de son contenu trop souvent réduit à une référence dogmatique au *Programme de transition* de Trotsky. Mais ce travail, cette élaboration ne peuvent rester dans le domaine pur des idées, ils ont besoin de la méthode du matérialisme militant, du marxisme pour penser les étapes possibles de cette transition, lui donner chair en prenant pleinement conscience des possibilités qu'ouvrent la nouvelle phase de développement du capitalisme et les luttes des exploités et opprimés, seul moteur pratique de la transition, c'est à dire de la transformation révolutionnaire de la société.

En 1845, Marx et Engels, développant leurs thèses sur le matérialisme historique dans *l'Idéologie allemande*, écrivaient : « *le communisme n'est pas un état de chose qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent actuellement* ».

C'est bien cette méthode qui nous est nécessaire pour penser la transition à partir de la lutte des classes et des bouleversements du mode de production.

Un des moteurs de ce « *mouvement réel* » est la prodigieuse évolution des sciences et des techniques, produits du travail humain. Elle s'est traduite au cours des décennies passées par un fort développement de la socialisation et de la division internationale du travail.

« *À un certain stade de leur développement*, écrivait Marx, *les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves.* ». Cette contradiction éclate aux yeux de tous aujourd'hui, elle accentue la concurrence, l'emballlement de la spéculation financière et de l'endettement, la destruction des équilibres naturels, l'accentuation des inégalités sociales, du dénuement qui touche une immense proportion des êtres humains. Expression de sa faillite, tout cela se combine dans une fuite en avant que les mécanismes de régulation du capitalisme sont incapables de juguler, tout comme les politiques budgétaires et monétaires mises en œuvre par les États et les banques centrales. « *Alors s'ouvre une période de révolution sociale* » concluait Marx dans la même citation...

A la guerre permanente du 1 % pour extirper toujours plus de richesses de l'exploitation, répondent les révoltes

des 99 %. La vague ouverte au début de années 2010 par les révolutions arabes et les luttes des indignés n'en finit pas de s'étendre portant les exigences sociales, démocratiques, pour les droits des femmes, contre les discriminations, le racisme, la violence d'État, pour le climat... Toutes désignent un même adversaire, portent plus ou moins explicitement une même exigence : en finir avec le capitalisme, changer le monde.

C'est dans ces processus révolutionnaires à l'œuvre que s'écrit la transition vers le socialisme, le communisme, non par adhésion à un plan préétabli aussi rationnel et « désirable » soit-il, mais par les réponses que les travailleurs, la jeunesse, les classes populaires apportent à chaque étape du combat.

C'est à partir de cette réalité que nous avons besoin de formuler un programme pour les luttes, des mesures nécessaires pour satisfaire les besoins et aspirations du monde du travail dont la réalisation pratique implique la remise en cause de la propriété capitaliste et du pouvoir des classes dominantes. Dans le *Programme de Transition*, Trotsky écrivait en 1938 « *Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat* ». S'il ne s'agit pas aujourd'hui de « réécrire » le Programme de transition, c'est bien cette démarche qu'il nous faut nous approprier.

Le capitalisme a préparé les bases matérielles de son propre dépassement par la socialisation de l'économie, la division du travail poussée à un degré jamais atteint et cela à l'échelle internationale. Tout ce qui fonctionne de Paris

à Bombay, de Chicago à Johannesburg, Téhéran, Pékin ou Addis Abeba est le fruit du travail de milliards de femmes et d'hommes.

Les travailleuses et travailleurs ont en main, collectivement, tous les leviers de contrôle de l'économie, de la société. Libérés des rapports de production capitalistes, ces collectifs de travail pourront faire fonctionner l'appareil de production et d'échange pour le compte de la collectivité en soumettant les choix stratégiques de production aux décisions démocratiques des populations. Le partage du travail mettra fin au chômage, à cette violence que représente la mise à l'écart du travail, de la société, permettant une réduction massive du temps de travail.

Cela passera nécessairement par la prise de contrôle de la circulation des capitaux, par l'expropriation des institutions financières privées et leur regroupement au sein d'un monopole public de crédit placé sous le contrôle des travailleurs et de la population. Un tel organisme pourra immédiatement annuler les dettes, abolir les bourses et autres marchés financiers, orienter l'argent vers les productions nécessaires à la satisfaction des besoins de tous. Les puissants outils d'analyse numériques développés par les grandes multinationales du commerce seront mis au service de la planification démocratique permettant d'évaluer les besoins quasiment en temps réel, permettant enfin de mettre un terme à l'épuisement des ressources naturelles et la destruction des équilibres écologiques. La gestion des choses commencera à remplacer la gestion des hommes !

Il n'y a pas d'autre transition possible du capitalisme au communisme, pas d'autre chemin que l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, par l'abolition du salariat et de la propriété privée des moyens de production vers l'instauration d'une société sans classes.

Isabelle Ufferte